

DÉPARTEMENT DES DEUX-SÈVRES

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION : NIORT - MELLE

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 NOVEMBRE 1958

Parti Républicain Radical et Radical-Socialiste

ÉLECTRICES, ÉLECTEURS,

En sollicitant vos suffrages le *2 janvier 1956,* je m'engageais à respecter le programme précis qui était la plate-forme du Front Républicain. Je m'étais juré d'y rester fidèle et je crois avoir tout fait pour cela en m'opposant avec fermeté à nos adversaires et aussi, hélas ! à ceux qui, élus sur le même programme, l'ont oublié très vite. Je sais que certains ne me le pardonnent pas. Ce ne serait pas grave s'ils n'avaient pas mené la France là où nous sommes. ***Oui, les électeurs, dans leur majorité, avaient raison lorsque, par leurs suffrages, ils demandaient la fin de la guerre d'Algérie. C'était l'objectif le plus important, la base même de tout notre programme.***

Or, en 3 ans, que d'occasions de paix perdues par faiblesse devant les exigences des ultras d'Alger; que de victimes et de misère accumulée ! On mentait à la France, on la menait à la catastrophe. Fallait-il approuver les déclarations éternellement optimistes de nos Gouvernants ? ***C'eut été trahir notre devoir de patriote.*** Et c'est pourquoi nous nous sommes opposés à l'erreur persistante d'une guerre sans issue, à l'inflation, à son cortège de misères et au risque d'une faillite financière, à la dégradation des principes républicains et à l'instauration du fascisme en Algérie. Mais nous avons soutenu G. Defferre quand il nous a proposé la loi cadre pour l'Afrique noire. Nous avons soutenu tout ce qui nous paraissait un soulagement à l'injustice et à la misère.

Au milieu d'un tel désordre, dans le vacarme d'une propagande richement payée par Alger, constatant la faiblesse du Parlement, j'ai pensé que de Gaulle (qu'on disait partisan d'une solution libérale semblable à celle que nous souhaitions) pourrait par son prestige l'imposer aux gens d'Alger.

Au nom de certains de mes amis, je lui ai demandé, au cours de l'audience qu'il m'a accordée le *5 mars,* de parler au pays. Ce n'est, hélas ! qu'après le *13 mai,* pour répondre aux émeutiers d'Alger, qu'il rompit son silence. Et rien dans ses déclarations, ni dans les actes qui suivirent nous a alors permis de déceler son désir de modifier la politique algérienne. Allait-il se laisser entraîner lui aussi dans une politique sans issue ? Par la lettre qu'il a envoyée au Général Salan et par sa conférence de presse, il nous a donné un grand espoir en s'opposant aux membres des Comités de Salut Public et en invitant le F. L. N. à venir discuter à Paris. C'est pour nous une grande victoire. C'est un grand pas de fait. Il devra être suivi de beaucoup d'autres. Depuis 3 ans nous avons préconisé cette attitude sans jamais être entendus, mais toujours calomniés. Aussi nous ne ménagerons pas notre appui pour qu'on continue dans ce sens, même si les premiers résultats sont décevants. Mais nous devons rester vigilants, car nous connaissons la puissance des ennemis de la paix. Cette paix, que nous appelons de tous nos vœux, ne pourra être réalisée que si la majorité de la nouvelle Assemblée a la volonté de l'imposer. ***Votre vote est donc décisif, car il est évident que l'avenir du pays dépendra essentiellement du choix qui sera fait entre la guerre et la paix.*** Si l'on continue à dépenser des centaines de milliards pour faire la guerre, non seulement aucune promesse ne pourra être tenue, mais les difficultés que nous connaissons et qui s'aggravent chaque jour ne pourront que s'accroître. Le déficit budgétaire entraînera l'inflation avec ses souffrances, la crise économique s'accentuera, les impôts augmenteront et, comme toujours, ce seront les classes les plus défavorisées qui seront les premières victimes.

Si nous faisons la paix et réalisons une véritable coopération franco-algérienne, rien n'empêchera de réduire la durée du service militaire et, par là même, les dépenses de l'Armée (qui dépassent maintenant 1 600 milliards, plus du tiers des recettes fiscales). Un plan pourra être établi pour sélectionner les investissements indispensables à l'avenir de la Nation. Notre programme accordera la priorité aux points suivants :

La France doit réserver ses possibilités financières pour les investissements qui conditionnent l'avenir de la Nation (développement de l'énergie, adduction d'eau, enseignement, logements, chemins et routes, etc.) et éliminer tout ce qui est improductif.

AGRICULTURE. — Les paysans vivent sous la menace d'une crise permanente :

Les débouchés sont incertains.
Le revenu est trop faible.
La différence avec le secteur industriel est trop grande.
Les importations de produits agricoles l'emportent largement sur les exportations.

L'augmentation du revenu des agriculteurs et le relèvement de leur niveau de vie s'imposent. L'ensemble de l'économie française étant intéressé à l'accroissement du pouvoir d'achat des agriculteurs, ceci doit pouvoir se réaliser en accord avec la profession par la garantie des prix, par une organisation des marchés, par la création d'une caisse de calamités agricoles,

par l'aide aux exploitations familiales, par une politique d'exportation, par le développement de formes de Coopératives souples (soutien aux C. E. T. A. et aux C. U. M. A.) et enfin par l'extension au monde rural des avantages sociaux dont jouissent les autres catégories de français. **L'agriculteur doit être un Français à part entière.**

L'ARTISANAT, indispensable à la vie de la Nation, doit bénéficier de garanties juridiques (justifiées par la qualification professionnelle), de garanties fiscales (salaire fiscal et possibilités de profiter des avantages fiscaux pendant trois ans, par exemple lorsque l'artisan développe son entreprise). Le crédit accordé à l'artisan devrait tenir compte essentiellement de sa valeur professionnelle et non pas de l'importance de son entreprise. La formation des jeunes artisans devrait être encouragée par la suppression pour les maîtres artisans des charges sociales et fiscales (5 %) pour les apprentis, en même temps que devraient être développés les cours professionnels.

LES SALARIÉS des secteurs publics et privés ont le droit d'être inquiets par la réduction du pouvoir d'achat des salaires, traitements, pensions et retraites et par la menace du chômage partiel ou total : c'est donc sur ce double front de la défense du pouvoir d'achat et du droit au travail que nous devons lutter, en même temps qu'on doit essayer de corriger les graves disparités de rémunération dont sont victimes certains travailleurs du secteur public.

Le plan économique que nous souhaitons doit être aussi un plan social.

ENSEIGNEMENT. — L'enseignement n'est plus adapté aux besoins du pays. La défense de l'enseignement gratuit et laïque à tous les degrés est un devoir de l'Etat. Nos efforts doivent porter aussi bien sur l'enseignement technique et agricole que sur l'enseignement primaire, secondaire et supérieur. Il faut davantage de techniciens, c'est indispensable à l'avenir de la Nation. Nous devons penser constamment à l'avenir de notre jeunesse qui sera la France de demain.

LOGEMENT. — Les efforts faits sont insuffisants. Partout de nombreuses familles, surtout dans les villes, vivent dans des taudis. Cette situation est indigne d'un grand pays comme le nôtre. Président de plusieurs organismes d'H. L. M., c'est un problème auquel je consacre une grande partie de mon activité, car je crois qu'il est très important.

RÉFORME FISCALE. — Il n'y aura aucune réforme fiscale tant que le déficit du budget atteindra les sommes que nous connaissons. Si les affaires s'arrangent, c'est dans le sens d'une répartition plus juste de l'impôt sur le revenu (je suis partisan du salaire fiscal) et de la simplification des impôts indirects que nous devons nous orienter.

LA DÉCENTRALISATION, **indispensable** pour maintenir un équilibre harmonieux des activités dans le pays, est plus que jamais nécessaire (la réforme judiciaire actuellement en cours nous paraît catastrophique parce que c'est un nouveau pas vers la centralisation).

En conclusion, c'est en tenant compte du programme que nous vous soumettons que nous agirons. Aucun républicain ne peut accepter une autre méthode. Et si, comme nous le souhaitons, le Gouvernement en propose l'application nous ne lui ménagerons pas notre appui.

Ainsi, ma position est claire. Vous me connaissez maintenant assez pour savoir que, ***quels que soient les inconvénients que cela représente pour moi, je ne faiblirai pas pour défendre vos intérêts et je ne transigerai pas sur les principes républicains.*** Je le répète, l'engagement que je prends a pour moi la valeur d'un contrat. Peu m'importe les critiques, les dénigrements, les calomnies des opportunistes qui cherchent plus les victoires électorales que les réalisations efficaces pour le pays. ***En définitive la vérité finira par triompher.*** Elle triomphera vite si, tous ensemble, nous faisons bloc face aux forces réactionnaires qui, sous différentes étiquettes, ont imposé leur volonté au peuple de France désorienté par les propagandes et dégoûté par les déceptions.

Les coups de la droite et de ses complices, qui feront tout pour m'abattre (vous avez pu en juger par la campagne menée contre moi depuis quelques semaines), me désignent comme le seul candidat républicain capable de battre la réaction et de lui imposer la volonté populaire.

C'est au peuple que je fais appel. Qu'il se méfie de ceux qui n'ont pas tenu leurs promesses, ce sont les ennemis de la démocratie. Qu'il soutienne un homme qui préférera toujours le risque de l'impopularité à la trahison.

Depuis 3 ans, j'ai consacré tout mon temps aux affaires publiques, je me suis penché sur tous les problèmes qui m'ont été soumis, j'ai toujours défendu vos intérêts, je me suis opposé à toutes les combinaisons scandaleuses, j'ai lutté contre les injustices. Aujourd'hui, ayant tenu la parole que je vous avais donnée, j'ai le droit de vous demander le renouvellement de votre confiance.

Roger CHATELAIN

Député sortant.
Conseiller général de Frontenay-Rohan-Rohan.
Conseiller municipal de Niort.

Membre du Bureau National du Parti Radical-Socialiste.
Membre de la Commission de l'Agriculture
et
Membre suppléant de la Commission des Finances
de l'Assemblée Nationale.

Remplaçant éventuel :

Emile DURIVAULT
Maire de Sepvret
Conseiller général de Lezay

P. S. — Sachant combien les agriculteurs sont occupés en ce moment, je n'ai fait des réunions qu'après dîner. Il m'était donc impossible de visiter les 140 communes de la circonscription. Je suis sûr que les électeurs de nos campagnes qui sont plus sensibles aux actes qu'aux discours m'en excuseront.

Vu, le Candidat : Roger CHATELAIN.

Ets Soulisse et Cassegrain, Imp., Niort.